

# Ex-Ambassadeur Suisse Révèle: L'Europe perd le contrôle | Amb. Georges Martin

L'Europe se dirige vers une guerre totale avec la Russie, tandis que les élites responsables ne cessent d'attiser le feu. Quelle folie s'est emparée des responsables politiques du continent, et qu'est-ce qui pousse les diplomates européens à ne pas arrêter enfin ce train lancé vers le désastre ? Pour éclairer ces questions, je reçois un diplomate de carrière qui travaille depuis des décennies aux côtés de ses homologues européens. J'ai le plaisir d'accueillir l'ambassadeur Georges Martin. L'ambassadeur Martin était un diplomate suisse, notamment ambassadeur en Indonésie, et dans plusieurs pays d'Afrique. Il a terminé sa carrière à Berne comme secrétaire d'État adjoint au Département fédéral des affaires étrangères.

**#Pascal**

Bonjour à toutes et à tous, c'est Pascal Lottaz de \*Neutrality Studies\*, et aujourd'hui je parle avec un compatriote suisse. J'ai le plaisir d'accueillir l'ambassadeur Georges Martin. Amb. Georges Martin a été diplomate suisse, notamment ambassadeur en Indonésie et dans plusieurs pays d'Afrique. Il a terminé sa carrière à Berne comme secrétaire d'État adjoint au Département fédéral des affaires étrangères.

**#Georges**

Georges, bienvenue. — Oui, merci.

**#Pascal**

Merci, Pascal. C'est un plaisir, merci à toi. Alors, est-ce qu'on peut commencer avec ton... comment est-ce que tu vois le déroulement des affaires européennes en ce moment ? Et puis, dans une deuxième partie de notre interview, on va aussi parler de la neutralité suisse. Mais commençons par l'Union européenne. Qu'est-ce qui se passe maintenant ? Ou bien, plus largement, en Europe, sur le continent ?

**#Georges**

Avec le continent européen, je ne comprends plus rien à ce qui se passe en Europe, honnêtement, Pascal. Je me suis réveillé ce matin en relisant les déclarations du secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, qui, pendant le week-end, nous a simplement annoncé que la période de 39-45 ne serait rien en comparaison avec celle qui nous attend. Que nous n'avons rien compris, que nous allons vivre encore quelque chose de plus grave que nos grands-parents. Cet homme est un fauteur

de guerre. C'est une guerre verbale extrêmement dangereuse. Je pense que les Européens se fourvoient ; ils sont dans un combat verbal contre un ennemi, un ennemi qu'ils ont créé eux-mêmes. Et tout ça fait que, finalement, la situation européenne aujourd'hui est d'une dangerosité, je pense, sans égal peut-être dans l'histoire.

## **#Pascal**

Qu'est-ce que tu penses qui est le plus dangereux, en fait ? L'approche des Européens envers la Russie, envers l'Amérique, ou envers le Sud global ?

## **#Georges**

On a l'impression que l'Europe fait tout faux. L'Europe a perdu le Sud global. L'Europe, maintenant, prend un autre chemin que celui des États-Unis d'Amérique, ce qui n'est jamais très favorable. Et puis, finalement, surtout, l'Europe, après que nos leaders ont dansé, se sont amusés jusqu'en 2022... Nos leaders n'ont jamais cru à la guerre, en Ukraine par exemple. Alors maintenant, ils se sont lancés dans une attitude guerrière. On a l'impression que ce qui fédère l'Europe aujourd'hui, ce n'est plus que la haine de la Russie. Et cette inflation verbale, guerrière, est extrêmement dangereuse.

Les guerres ont toujours commencé par des mots. Ce sont des mots qui commencent les guerres. Alors, si nous voulons la paix, nous avons aujourd'hui en Europe un besoin urgent de leaders qui nous offrent des mots de paix — et ils n'existent pas. C'est ça qui est très dangereux. Les leaders européens, la coalition des volontaires comme ils s'appellent, qui se sont réunis, je crois, ce week-end, qui se réunissent encore à Berlin aujourd'hui, ce sont des fauteurs de guerre. Ce sont des gens qui nous préparent — j'espère qu'ils se trompent, je suis convaincu qu'ils se trompent — mais qui nous préparent un avenir de guerre, un avenir extrêmement grave pour tous les Européens.

## **#Pascal**

Toi, comme ancien ambassadeur, comme diplomate pour la Suisse, quand est-ce que tu penses que ça a commencé, ce changement ? Parce que je me rappelle encore d'une Europe, même d'une Union européenne, qui était un symbole de paix, et ce n'étaient pas seulement des mots. On avait de bonnes relations, et l'Union européenne travaillait aussi pour la paix dans les Balkans, dans d'autres pays. Et maintenant, on a perdu tout ça. Quand est-ce que ça a commencé ? Quand est-ce que l'Union a commencé à changer ?

## **#Georges**

Alors, peut-être qu'il faut remonter à la fin de l'URSS. Je pense qu'au début des années 90, l'Union européenne n'a pas compris l'époque qui commençait. Par contre, les États-Unis et l'OTAN, notamment, l'avaient très bien comprise. Tu sais, moi, j'étais ambassadeur et chef de la division pour la politique de sécurité au ministère suisse des Affaires étrangères en 2010. Et en 2010, j'

organisais des séminaires en Suisse avec des représentants de l'OTAN, de la Fédération de Russie, des grands pays de l'OTAN, etc. Ces séminaires étaient extrêmement stimulants. On avait vraiment l'impression de créer une nouvelle Europe. C'était un peu la réconciliation entre l'Europe de Dostoïevski, Tolstoï, Gogol, et celle de nos grands écrivains, de nos grands penseurs aussi, et des Américains.

Mais parmi nous, il y avait une représentante américaine, du département d'État, qui nous disait : « Attention, je reviens de Moscou et j'ai l'impression que, dans les bureaux à Moscou et à Washington, les *\*Kaltkrieger\**, comme on dit en allemand, sont toujours présents. Et ces gens-là n'attendent qu'une chose : faire repartir les tensions. » Et les représentants de l'OTAN qui participaient à nos séminaires nous disaient : « Franchement, nous allons perdre nos jobs, nous allons perdre nos emplois si la paix s'installe en Europe. » Leur seul avenir, c'était que les tensions redémarrent entre l'Est et l'Ouest. Alors évidemment, on ne les croyait pas. On pensait que l'époque de la grande fraternité, des retrouvailles dans l'hémisphère nord... Tu sais, Pascal, moi, j'étais en Indonésie, comme tu l'as dit.

Quand je suis revenu d'Indonésie, mais aussi d'Afrique, j'étais absolument sidéré de voir que l'hémisphère nord, de Vladivostok à Vancouver, n'avait finalement jamais réussi à trouver le moyen de vivre ensemble de manière apaisée. Et lorsque, peu après 1990, les tensions ont recommencé... La guerre en Yougoslavie, je pense que c'était un peu l'époque clé. La guerre en ex-Yougoslavie a finalement cassé ce mouvement. D'ailleurs, on dit que Primakov, le ministre russe des Affaires étrangères, a carrément fait demi-tour alors qu'il se rendait à Washington, quand il a appris le début des bombardements en Serbie. Il a dit : « Eh bien, c'est fini. C'est fini. »

« Notre chemin commun avec l'Occident est terminé, parce qu'on les comprend. » Alors, pour répondre à ta question, dès les années 90, les Européens n'ont pas compris que les partisans de la tension — notamment les objectifs stratégiques américains de contenir la Russie, de la frapper, de la réduire si possible —, lorsque ces gens-là ont commencé à recréer ces tensions, les Européens ont vécu dans l'insouciance. Ils n'ont pas compris. Donc ils se sont simplement consacrés à leurs petits besoins. Et Védrine a dit que l'Europe s'était helvétisée : l'Europe était devenue une grande entité qui ne se regardait plus qu'elle-même. Elle ne regardait plus le Sud, elle ne regardait plus ce qui se passait sur son propre continent. Et lorsque la guerre est revenue sur le continent, elle était mal préparée.

Et l'Europe a été prise un petit peu à contre-pied. L'Europe n'avait plus de projet fédérateur. Elle a cessé de s'unir et de créer le fédéralisme, ne serait-ce que le fédéralisme. Tout ça s'est arrêté. Donc, certains, dans l'Union européenne, ont vu dans cette montée des tensions et la déclaration de guerre en Ukraine un nouveau projet fédérateur. Et c'est ça qui est terrible. Et tu as raison : l'Europe, qui était une machine de paix, est devenue une machine de guerre. L'Europe est devenue une sorte de mini-OTAN européenne. Et la seule chose que l'Europe dit depuis maintenant trois ou quatre ans, c'

est : la guerre, la guerre, la guerre. Et ça, ce n'est pas du tout dans l'ADN de l'Europe. Si l'Europe fait la guerre, c'est que l'Europe a échoué. Et c'est ça, le gros problème de l'Union européenne aujourd'hui.

## **#Pascal**

Donc maintenant, les gens qui ne sont pas d'accord avec ce qu'on dit sur cette chaîne, et puis avec ce que tu dis, eux, ils disent que c'est la Russie. C'est la Russie qui est la seule responsable de la guerre en Ukraine, et que l'Europe travaille à... à aider l'Ukraine à reconquérir sa paix. Mais c'est une vision de la paix pour laquelle il faut se battre. Donc, comment est-ce que tu vois cette guerre, et puis là aussi, l'importance de ce qui s'est passé pendant les quatre dernières années, en Suisse en fait, sur l'interprétation des affaires étrangères ou des affaires européennes pour le peuple ?

## **#Georges**

Oui, alors effectivement, je pense que le gros problème, c'est que pour la plupart de nos leaders, l'histoire a commencé en 2022. Une petite parenthèse : comme au Moyen-Orient, l'histoire a commencé le 7 octobre 2023. Mais ces leaders-là ne sont pas stupides. Ils sont entourés d'équipes extrêmement compétentes, de gens capables de produire des analyses stratégiques, de gens qui savent que l'histoire n'a pas commencé en 2022. Donc, ce à quoi nous assistons, c'est une vaste manipulation, une propagande. C'est comme si... Je n'aime pas trop personnaliser ce que je dis, mais enfin, c'est comme si Mme von der Leyen s'était rendu compte que sa seule chance de faire avancer les choses, sa seule chance de s'imposer, c'était précisément de coller à cette guerre-là, de ne plus parler que de la guerre, de mettre matin, midi et soir la guerre dans la tête des gens.

Et ça, rappelons-nous le petit livre de Anne Morelli, « La propagande de guerre ». C'est exactement ça qui se passe en Europe. Et je pense qu'à partir de là, il est extrêmement compliqué, extrêmement difficile de changer de logiciel. Et je pense que ces leaders-là se plaisent dans ce logiciel. Alors, la Suisse, c'est la même chose. Je pense qu'en Suisse, on a été surpris, comme partout, par la guerre. Personnellement, j'étais surpris — je ne sais pas toi, Pascal, mais moi, j'étais surpris que Poutine déclare la guerre. Je pensais que Poutine avait tout pour revenir sur le parquet international. Il était sur le point d'être accepté par les Américains à leur niveau. Et voilà, la guerre a débuté.

J'étais surpris, comme beaucoup d'observateurs. Mais en Suisse, on n'était pas du tout préparés non plus. Et je pense que le Conseil fédéral, notre gouvernement, est tombé dans une sorte de panique. D'abord, il a voulu appliquer les sanctions comme d'habitude. Moi, j'étais aux affaires lorsque nous appliquions les sanctions contre l'Iran, ou même contre d'autres pays, avec parcimonie, avec habileté. On arrivait toujours à faire comprendre aux pays que, si on les sanctionnait, c'était parce qu'on n'avait pas le choix, qu'il y avait des pressions exercées sur nous, mais qu'on se désolidarisait de cette reprise automatique des sanctions. Alors, rappelle-toi : lorsque la guerre a éclaté, le vendredi, le Conseil fédéral a dit, comme d'habitude, qu'on allait éviter les contournements, etc.

Et le lundi, paf, on accepte toutes les sanctions. Et jusqu'à maintenant, on a repris — je crois que le paquet de sanctions a dépassé les vingt —, on a repris toutes les sanctions, systématiquement, sans réfléchir. Et c'est ça, au fond, qui a montré que nos autorités étaient dans cette sorte de panique, qu'elles étaient sous pression. Et puis, militairement, je pense aussi qu'il y a certains, en Suisse — et moi, je les appelais un peu, par analogie avec d'autres pays, "l'État profond" —, je pense, et en plus je les connais, ce sont des fonctionnaires, des hauts fonctionnaires, qui sont convaincus que l'avenir de la Suisse est dans l'OTAN. Ce sont des fonctionnaires qui pensent que, comme la Finlande et la Suède, nous devons saisir le momentum pour enfin aller dans l'OTAN. Et, entre parenthèses, dans l'Union européenne aussi.

Et c'est ça, au fond, qui est extrêmement dangereux pour la Suisse, parce que nous avons un système censé nous préparer à ce type de crise que nous vivons aujourd'hui. C'est-à-dire un système... enfin, la neutralité, tout simplement. Et justement, lorsque la neutralité est mise à l'épreuve, c'est un test grandeur nature : eh bien, tout s'effondre, on veut tout abandonner. Et c'est ça qui est extrêmement grave — à la fois grave et stupide —, parce que nous aurions aujourd'hui l'occasion de prouver l'importance et l'utilité de la Suisse dans ce contexte guerrier.

## **#Pascal**

On voit maintenant comment l'Union européenne utilise ce moment-là pour se donner plus de compétences sur les États membres. On le voit maintenant au premier plan avec les fonds russes gelés en Belgique. Comment ça se passe ? On l'a vu avec la décision de Mme von der Leyen d'établir que tout l'espace aérien de l'UE ne peut plus être utilisé par des avions civils russes. C'est une compétence que l'Union n'avait pas, mais les États membres l'ont acceptée. Ils acceptent ce \*power grab\*, comme on dit en anglais. Est-ce que tu penses que les relations entre l'Union et la Suisse sont aussi entrées dans une telle approche ? Est-ce qu'on voit que la Suisse se rapproche de l'Union, en fait, sans demander au peuple s'il le veut ou non ?

## **#Georges**

Absolument. D'ailleurs, il devra le demander. Heureusement, on aurait des votations là-dessus. Oui, effectivement, je pense qu'il y a un double phénomène. La gravité, aujourd'hui, nous attire vers l'Europe. C'est comme une capsule qui est sortie de l'atmosphère terrestre et qui revient. Et cette gravité-là nous attire vers l'Europe parce que nos autorités politiques l'ont permis, l'ont voulu peut-être, pour certaines, et nous attirent vers l'Europe à grande vitesse. Et puis, en même temps, il y a ce qu'on appelle toujours, de manière un peu naïve, cette voie bilatérale. Tu sais, cette façon — ce qui est très bien — de consolider nos relations économiques avec l'Europe.

## **#Pascal**

On a fait... seulement pour les gens qui ne savent pas comment les relations entre la Suisse et l'Union fonctionnent jusqu'à maintenant. Est-ce que tu pourrais simplement expliquer la voie bilatérale qu'on a prise depuis les années 90 ?

## **#Georges**

C'est ça. Alors, les voies bilatérales. En 92, les Suisses ont voté sur l'Espace économique européen. Moi, j'étais pour l'Espace économique européen. Ça aurait été comme la Norvège et le Liechtenstein, une solution « tailor-made », comme on dit en français, pour assurer nos relations bilatérales. La Suisse doit vivre économiquement, parce qu'elle est au centre du marché unique. On doit exporter. Alors, ces accords qu'on appelle bilatéraux avaient justement pour but de permettre une harmonie la plus parfaite possible dans nos échanges économiques.

On a eu les bilatérales I, les bilatérales II. Et maintenant, il faut continuer, parce qu'il y a certains secteurs — l'électricité, entre autres — qui ne sont pas couverts par ces accords bilatéraux, qui étaient des accords de type ancien. C'est-à-dire qu'on négociait, on avait un accord, et puis on l'appliquait. Mais il n'était pas vivant, si on veut. Alors que maintenant, l'Union européenne nous a dit : « C'est fini avec ça. Nous n'avons plus le temps, nous n'avons plus le temps à vous consacrer. Donc, si on fait un nouveau paquet d'accords, ce seront des accords vivants, des accords qui vont vivre par eux-mêmes. » C'est la fameuse reprise automatique du développement du droit européen.

Alors, en Suisse, nous avons trouvé un nouveau vocabulaire pour le vendre aux citoyens : on parle de « reprise dynamique ». Ça veut dire, et ça laisse croire, qu'on pourrait s'opposer à cette reprise. Ce qui est un mensonge, parce que finalement, l'Europe mettrait tellement de pression sur nous qu'on n'aurait pas le choix. On pourrait faire des référendums, on pourrait lancer des initiatives contre, mais l'Europe dirait : « OK, mais tout va s'arrêter, il n'y aura plus d'échanges économiques », etc. Donc, la pression de l'Union européenne serait telle que, si nous avons ce nouveau paquet d'accords que le gouvernement appelle faussement « bilatéral 3 » — parce que « bilatéral 3 », ça réveille dans l'esprit des Suisses le souvenir des bilatérales 1 et 2, qui fonctionnent très bien.

Alors que finalement, il faudrait l'appeler « accord d'intégration 1 ». Ce serait un premier accord d'intégration. Parce que, finalement, oui, avec cette gravité, avec cette nécessité de trouver... Peut-être que certains économistes disent que ce n'est pas nécessaire, en Suisse, d'avoir un nouveau paquet d'accords sous le titre des bilatérales — qu'on appelle bilatérales 1 et 2 — mais enfin, admettons que cela soit nécessaire. Avec cette gravité qui nous entraîne politiquement et géostratégiquement vers l'Europe, et vers l'OTAN d'ailleurs aussi, ça devient très compliqué de gérer cette approche et de la garder uniquement au niveau, je dirais, technique. Politiquement, nous nous approchons chaque semaine, chaque mois, de l'Union européenne.

## **#Pascal**

Oui, c'est un des plus grands problèmes qu'on a maintenant en Suisse, en fait, parce qu'on ne peut pas vivre sans l'Union européenne. Nous, les Suisses, c'est impossible. Si l'Union décide de fermer les...

## **#Georges**

Les frontières.

## **#Pascal**

Les frontières, merci. Si l'Union ferme les frontières, c'est fini pour nous. Mais jusqu'à maintenant, on a toujours réussi à dire : « Alors, on va particulièrement s'engager dans un dialogue, et puis on résout toutes les différences. » C'est pour ça qu'on a la diplomatie, finalement. Et puis, ce n'est pas que la Suisse... La Suisse n'est pas un grand pays, on n'est pas un grand importateur, mais on a quand même une taille économique qui n'est pas si petite. Il y a dix ans, je pense qu'on était la sixième ou la septième économie du marché européen. Maintenant, je ne sais plus exactement à quel rang on est, mais on n'est pas si petit qu'on le paie comme une petite économie. Et puis aussi, le transit alpin, c'est quelque chose d'important pour l'Union. Donc, pourquoi est-ce que tu penses qu'il y a maintenant ce changement dans la stratégie de l'Union européenne envers la Suisse ?

## **#Georges**

Moi, je pense qu'il y a quelque chose qu'il ne faut pas négliger. C'est quand on parlait de la machine de paix qui est devenue une machine de guerre. Je pense que l'Union européenne... rappelons-nous aussi, symboliquement, l'attitude de M. Macron au début de la guerre. Avant la guerre, il pensait qu'elle n'aurait pas lieu. Ensuite, il est allé à Moscou. On se rappelle cette grande table avec Poutine, etc. Je pense que M. Macron... Poutine–Macron, c'est une histoire d'amour déçu, du côté de Macron. Et cet amour, cette attitude positive à l'égard de la Russie, plus ou moins, est devenue de la haine. Alors, nous avons — l'Europe a basculé dans une sorte d'irrationalité aujourd'hui. L'Europe n'est plus rationnelle. L'Europe a adoubé, a accepté, a avalé cette position américaine du « Who's Best Order », des valeurs.

Ce n'est plus la Charte des Nations Unies, ce sont les valeurs. Donc, à partir de là, lorsque l'Europe basait sa politique étrangère sur la Charte des Nations Unies, il y avait une place toute indiquée pour la Suisse, pour des pays comme la Suisse, des pays qui étaient des faiseurs de paix, des pays qui s'entremettaient entre ceux qui avaient des problèmes. Mais lorsque tout ça est devenu un combat entre Satan et Dieu, il n'y avait plus de place pour des pays comme la Suisse. L'Union européenne a été prise en otage par des idéologues, des idéologues qui ont transformé nos relations avec la Russie en une guerre entre le bien et le mal. Donc, à partir de là, on nous a fermé toutes les portes pour être une nation qui pourrait aider à retrouver le dialogue, à renouer des fils. Ça va changer, j'espère.

Mais pour l'instant, nous nous trouvons dans cette « dark period » pour l'Europe. Et c'est terrible. Et lorsque les choses vont mal, lorsque la nuit est tombée, il n'y a plus de place pour un pays comme la Suisse. Alors, malheureusement, pour revenir à ta question du départ, la Suisse ne résiste pas à ça. La Suisse ne se dit pas, nos autorités ne se disent pas : « Les temps vont changer, restons ce que nous sommes, restons sur nos bases. » Non. On a l'impression qu'ils veulent, au contraire, nous faire aller ailleurs. Vous savez, nous sommes des pompiers dans l'histoire. Nous sommes des pompiers. Nous avons toujours essayé d'éteindre les feux. Alors, tu sais que lorsqu'il y a un incendie, le pompier qui se jette dans les flammes, dans l'incendie, ce n'est pas un pompier qui aide. Et c'est ce que nous faisons aujourd'hui.

## **#Pascal**

Oui, on a vu la folie de l'année passée, quand la Suisse était très fière d'organiser... tu te rappelles ? L'organisation. C'était une idée uniquement du côté de l'Union européenne, des Américains, de Biden, de l'OTAN. Un seul côté qui se met sur la table, et puis la Suisse a pensé que, maintenant, on pouvait aider la paix. Mais c'était tellement contradictoire.

## **#Georges**

Ce qui est effrayant, Pascal, c'est qu'encore maintenant, nos autorités se félicitent du Bürgenstock. Ça montre à quel point elles sont dans le déni. Alors, soit c'est un déni volontaire, soit elles savent qu'elles sont dans une sorte de mensonge — j'espère — ou alors elles sont totalement dans ce mensonge-là. Le problème, c'est que lorsqu'un pays, lorsque les autorités d'un pays ont développé, ont exprimé une propagande, et qu'elles croient à cette propagande, et qu'elles basent leur politique sur la propagande qu'elles ont créée elles-mêmes, là, ça devient très dangereux. Et je pense que nous sommes dans cette période-là.

## **#Pascal**

Je le pense aussi. Le problème qu'on a, c'est que notre dialogue, celui qu'on a ici sur cette chaîne, en Suisse et ailleurs en Europe, on l'appelle des « conspiracy theories ».

## **#Speaker 03**

Les complotistes.

## **#Pascal**

Oui, les complotistes. Mais est-ce que tu peux parler un peu de cette narration selon laquelle d'autres interprétations de la réalité sont automatiquement complotistes ? Et c'est bizarre pour moi qu'on en soit arrivés là.



## **#Georges**

Nous sommes le continent des Lumières, Pascal. Et maintenant, malheureusement, toutes les lumières sont à peu près éteintes. C'est terrible, parce que ceux qui ont décidé de placer l'Europe dans ce contexte de guerre entre le bien et le mal, avec à la fin une sorte d'apocalypse — j'imagine nucléaire, parce qu'on ne peut pas imaginer autrement — ces gens-là n'acceptent pas que, finalement, on puisse différer. C'est une atmosphère de guerre, c'est une époque de guerre, donc tous ceux qui dévient du discours officiel sont des traîtres. C'est la cinquième colonne. C'est la cinquième colonne. Lorsqu'on dit que la guerre en Ukraine a commencé dans un contexte qu'on peut expliquer, qu'elle a commencé probablement bien avant 2014, mais en tout cas en 2014, alors là déjà, c'est la cinquième colonne.

Là déjà, on participe à la démoralisation de la troupe occidentale, qui doit être préparée à combattre la Russie. C'est cette attitude-là qui est extrêmement dangereuse, mais aussi extrêmement réelle en Europe aujourd'hui. On voit très bien que tous ceux qui ont un dialogue, un discours différent du discours officiel, on essaie de les bâillonner. On a vu un exemple — on voit même un exemple en direct aujourd'hui — avec notre compatriote suisse, Jacques Baud, qui a publié beaucoup de livres, qui participe à beaucoup de discussions et qui, tout simplement, raconte ce qui existe, ce qui s'est passé.

## **#Pascal**

Oui, est-ce que tu pourrais, tout vite, parce que c'est une histoire qui se développe maintenant, nous expliquer où on en est aujourd'hui, quand on parle du 15 décembre ? Parce que je pense que ce n'est pas encore très clair. On entend sur Radio Free Europe, en fait, que l'Union européenne a pris des sanctions contre un Suisse qui vit dans l'Union européenne. Et puis, c'est quelque chose que l'Union a déjà fait avec Alina Lipp, avec deux journalistes d'Allemagne, un journaliste qui vit en Allemagne mais qui est d'origine turque. Et maintenant... probablement, ce n'est pas encore terminé, mais probablement contre Jacques Baud. Est-ce que tu peux expliquer un peu ?

## **#Georges**

Oui, alors bon, Jacques Baud, c'est un homme que je connais. C'est un ancien des renseignements suisses, de l'armée suisse, qui a travaillé pour les Nations unies, pour l'OTAN, etc. C'est quelqu'un qui, dès le début de la guerre en Ukraine, a tout simplement rappelé qu'il y avait un contexte, et qui a basé tous ses livres, ses déclarations et ses interventions sur des open sources, sur des sources ouvertes venant des États-Unis et de l'Ukraine. Donc, c'est quelqu'un qu'on ne peut pas accuser de complotisme, mais ce qu'il nous dit déplaît à ceux qui nous dirigent, parce que ça va à l'encontre de l'histoire très simple et très fausse qu'on essaie de mettre dans nos cerveaux.

Alors, où en est cette affaire Jacques Baud ? Des fuites avant le week-end ont annoncé que, probablement, l'Union européenne allait annoncer aujourd'hui, lundi, des sanctions contre lui. On

allait bloquer ses comptes, on allait interdire ses activités, etc., etc. Ce n'est pas encore formalisé, mais, au niveau des réunions d'ambassadeurs des pays membres de l'Union européenne, la décision aurait été prise. Donc, c'est une nouvelle mesure extrêmement grave, qui traduit, qui symbolise cette chape de plomb que les autorités européennes veulent faire tomber. On a interdit les radios et les télévisions russes, etc. On a l'impression que, exactement ce qu'on reproche à la Russie, l'Union européenne le réalise maintenant chez elle.

## **#Pascal**

Si ça se vérifie, si donc la Commission de l'Union va vraiment sanctionner Jacques Baud, est-ce que tu penses que ça va avoir un impact sur la Suisse ? Parce que c'est assez grave, en fait, envers un compatriote, n'est-ce pas ? Ou est-ce que tu penses que ça va...

## **#Georges**

En Suisse, Pascal, tu le sais très bien, il y a une sorte de... moi, je dirais, un complot médiatico-politique de ceux qui sont otaniens, de ceux qui sont pour l'OTAN, pour l'Union européenne, etc. Et on voit très bien que, dans la presse, la presse suisse a pris fait et cause pour l'Ukraine. Et bon, pour l'Ukraine, on peut comprendre, mais contre la Russie. Je me souviens d'une une, un samedi, de la \*NZZ\*, le fameux journal de référence germanophone suisse de Zurich, qui disait : « L'Ukraine n'a pas besoin de conseils, mais d'armes, d'armes et d'armes. » Il y avait trois fois le mot \*Waffen, Waffen, Waffen\*. Alors, entre parenthèses, ce qui montre que les choses ont évolué, c'est qu'il y a une semaine ou deux, le même édito de la \*NZZ\* disait : « Le temps de la paix est venu. » Et c'était le même auteur, le rédacteur en chef de la \*NZZ\*, qui avait quand même compris que, maintenant, il fallait faire la paix.

## **#Pascal**

Alors oui. Est-ce que je peux te dire ? Ça m'a tellement étonné. J'étais en Suisse en août, et je voulais prendre une photo de ce que je vais maintenant te raconter, mais je ne pouvais pas. Il y avait, dans la gare de Berne, un grand placard, donc un affichage d'un de ces sept journaux de référence, avec des armes — un tank, un panzer. Sur cet affichage, il y avait une mention de la \*NZZ\* pour la solidarité. Donc, la \*NZZ\* avait l'idée qu'une solidarité militaire avec l'Ukraine, c'est encore quelque chose qui va arriver, et elle montrait les vertus de la \*NZZ\* envers le peuple. Donc, on en est arrivé à un point où un journal suisse fait tellement d'affichages avec...

## **#Georges**

Un militarisme suisse que je n'ai jamais... je n'ai jamais pensé que je le verrais. Moi non plus, j'étais très surpris. Mais finalement, tous les grands groupes... vous savez, c'est difficile. C'est assez facile d'orienter la presse suisse aujourd'hui, parce qu'elle n'appartient plus qu'à quelques groupes. Il y a le groupe Ringier, il y a le groupe Tamedia, il y a la \*NZZ\*. Mais la \*NZZ\*, il ne faut pas l'oublier, a

toujours été un journal belliciste, si on veut. C'est amusant de le dire, mais c'est vrai. C'est connu maintenant que, trente ans après la naissance de la neutralité suisse, lors de la guerre de Crimée, la \*NZZ\* demandait en première page au gouvernement suisse d'envoyer un contingent pour aider les troupes franco-britanniques contre la Russie.

Il demandait douze mille hommes. Donc, c'était juste après la naissance, en 1815, de la neutralité suisse. Il y a toujours eu, dans l'ADN, je dirais, de la \*NZZ\*... Je ne sais pas s'il y a de la russophobie, mais peut-être qu'il y en a. Tu sais, Pascal, il y a, dans notre bonne vieille Europe, la nécessité d'avoir un loup-garou. Et le loup-garou a toujours été russe. On le voit maintenant de nouveau : à chaque fois que les choses vont mal chez nous et qu'on a besoin d'un ennemi, c'est la Russie. C'était l'URSS, maintenant c'est la Russie. Et ça, ce n'est pas une manière, je dirais, intelligente de mener la politique.

## **#Pascal**

Non, pas du tout. Et puis, est-ce qu'on peut parler un petit peu de la neutralité suisse ? D'un côté, dans l'espace médiatique alternatif, il y a ce genre de... cette vision que la neutralité suisse, c'est du passé. Et puis, c'est déjà perdu, on l'a perdue il y a des années. Mais de l'autre côté, il y a deux choses qui sont différentes en Suisse. Premièrement, on n'est pas dans l'Union européenne, on n'est pas dans l'OTAN, même si on a les mêmes élites qui veulent faire une vérité. De l'autre côté, on a deux instruments très importants de la démocratie directe. L'un, c'est qu'on peut s'opposer aux lois qui passent au Parlement.

Et puis, encore, encore, encore. De l'autre côté, on peut proposer des changements à notre Constitution. Donc, on a lancé, il y a plus de deux ans — trois ans maintenant — une initiative pour un référendum, afin d'inscrire une définition de notre neutralité dans la Constitution, ce qui nous manque aujourd'hui. Dans cette définition, il y aurait aussi une neutralité économique, donc pas de sanctions. Est-ce que tu penses que cette proposition, qui sera probablement votée en 2026, peut gagner ? Et comment vois-tu la discussion autour de cette initiative se dérouler ?

## **#Georges**

Ah oui, alors non seulement ça peut gagner, mais ça doit gagner, parce que si ça ne gagne pas, il n'y a plus de Suisse. C'est la fin de la Suisse. Tu sais, moi, j'ai été dans le monde entier, et partout, la Suisse est neutre. Une Suisse qui n'est pas neutre, ce ne serait plus une Suisse. Ce ne serait plus perçu comme la Suisse. Moi, par facilité, je l'appellerais le Luxembourg des Alpes. On serait une sorte de Luxembourg des Alpes, un territoire comme ça, insignifiant. Non, la Suisse est neutre, et la Suisse doit rester neutre.

Et on le voit bien, je crois que c'est l'article 185, aujourd'hui, dans notre actuelle Constitution, qui mentionne la neutralité. Les pères fondateurs étaient tellement certains que leurs successeurs allaient être raisonnables et allaient comprendre à quel point la neutralité suisse est une chose

précieuse qu'ils n'ont pas mis dans la Constitution ce que l'initiative se propose d'y inscrire, c'est-à-dire des obligations, pas de sanctions, etc. Ils ont simplement inscrit la neutralité comme principe. Mais nos autorités actuelles en font ce qu'elles veulent, de ce principe. Elles ont renoncé, tourné le dos à la neutralité. Donc, finalement, cette initiative que tu mentionnes, c'est une chance historique pour la Suisse. Pourquoi c'est une chance historique ?

Parce que les Suisses ont, pour la première fois, l'occasion de dire réellement ce qu'ils pensent de la neutralité, et ensuite de la mettre au début de notre Constitution, avec des articles contraignants, qui forceraient nos autorités à ne pas faire ce qu'elles ont précisément fait depuis le début de la guerre en Ukraine. Et je pense que cette initiative, tu le sais, est partie de la droite, de l'UDC, du parti que — d'ailleurs, ça pourrait être le sujet d'une nouvelle discussion — cette discussion autour de l'extrême droite européenne. Tous ceux qui sont à gauche et à droite, qui ne plaisent pas au cercle bien-pensant, sont des extrêmes, et on les écarte du jeu politique. Enfin, ces partis, en Suisse, par l'UDC, heureusement — enfin, probablement heureusement — sont toujours dans l'arc républicain, comme disent les Français.

Donc c'est parti de la droite, mais ça devient de plus en plus une initiative populaire. Ça veut dire qu'elle dépasse toutes les frontières partisans, c'est multipartisan, parce que les Suisses — tu le sais — à gauche, il y a les Verts, il y a le Parti socialiste, il y a de plus en plus de gens qui soutiennent cette initiative. Pourquoi ? Parce que c'est le seul moyen de sauver la neutralité. Ma théorie à moi, c'est que si cette initiative échoue, je pense que dans les cinq ou six ans qui suivent, on sera dans le ton. Parce que ce sera interprété par les autorités comme, si tu veux, le fait que les Suisses n'y tiennent plus tellement, pas tant que ça, à la neutralité.

Donc on va continuer cette gravité, comme je disais au début de notre discussion, qui nous entraîne de manière presque irréversible vers les grandes organisations, l'OTAN et l'Union européenne. D'ailleurs, la meilleure preuve qu'il y a un véritable danger par rapport à ça, c'est qu'il y a une armada de personnes — des médias, des ex-enseignements, des ex-diplomates — qui ont créé ce manifeste \*Neutralité 21\*. Au fond, ils essaient d'influencer le débat et de nous dire : « époque nouvelle, Suisse nouvelle ». Alors moi, ça m'a rappelé les années 30. C'était une autre époque, où on avait aussi des Suisses qui disaient qu'il faut s'habituer au temps nouveau. Mais là, c'était l'Allemagne nazie. Alors maintenant, on nous dit qu'il faut que la Suisse renonce à sa neutralité.

Même si on nous dit qu'on ne va pas renoncer, qu'on va y tenir encore un petit peu, finalement on prendra le chemin qui mènera, à la fin, à un renoncement total. On nous dit : pourquoi faut-il le faire ? Parce que l'époque est nouvelle. Et ceux qui ne veulent pas accepter ces changements-là sont des personnes restées fixées au siècle passé, qui n'ont rien compris, etc. D'autres nous disent que c'est le seul moyen de défendre la sécurité du pays. C'est ce que dit notre ministre de la Défense, M. Pfister, que maintenant la sécurité du pays nous demande, au fond, carrément de nous mettre sous le parapluie de l'OTAN et d'y adhérer. Alors oui, pour répondre à ta question, cette initiative vient au bon moment, et cette initiative va gagner, j'en suis absolument convaincu.

## **#Pascal**

Une chose qui me... Je suis tellement triste du fait que mon parti — je suis un membre payant des socialistes suisses — a décidé d'appeler cette initiative une initiative pro-Poutine. Parce que, pour eux, ils ont choisi d'appliquer un \*framing\* uniquement lié à la guerre en Ukraine. Alors, ils utilisent ça et disent que, dans une telle guerre, on ne peut pas rester neutre. Qu'est-ce que tu dis aux gens qui pensent que c'est seulement la guerre en Ukraine qui définit, finalement, les affaires européennes des années 2020 ?

## **#Georges**

Moi, je pense que ces gens-là... Moi, j'étais aussi proche du Parti socialiste, j'étais membre du Parti socialiste, mais finalement je m'en suis écarté, parce que je ne comprends pas que le parti de Jean Jaurès soit devenu un parti belliciste. Jean Jaurès, il a payé de sa vie, en 1914, le fait qu'il était contre la Première Guerre mondiale, qui a été probablement la guerre la plus stupide, la plus absurde de l'histoire. C'est une guerre qui a causé vingt millions de morts, qui a détruit quatre empires, et qui aurait pu, et qui aurait dû, être évitée.

## **#Pascal**

Tous les trois étaient cousins, trois petits-enfants de la reine Victoria.

## **#Georges**

En plus, c'est effrayant, c'est effrayant. Ça montre à quel point les leaders jouent un rôle dans ce qui se passe dans l'histoire. Et les leaders d'aujourd'hui, à mon avis, me rappellent ceux de 14. Autrement, bien entendu, mais ce sont des gens comme Marc Rutte, comme le secrétaire général de l'OTAN, mais aussi les présidents de la France, de l'Allemagne, de Starmer au Royaume-Uni. Ce sont des gens qui jouent avec la guerre, qui jouent avec les mots. Et ces gens-là sont extrêmement dangereux pour cette raison. Alors pourquoi ? Je pense que, finalement, lorsque l'Europe a basculé dans cette idée que ce serait une guerre du bien contre le mal, elle a montré — et nos leaders socialistes aussi, en Suisse, ont montré — qu'ils étaient les premières victimes de la guerre.

Les premières victimes de la guerre, c'est la vérité. Donc, ils ont été victimes de la propagande. Tout d'un coup, tu sais comme moi qu'en Suisse, la politique étrangère n'est pas très importante. Nos femmes et nos hommes politiques ne se font pas élire, comme ailleurs d'ailleurs, sur des sujets de politique étrangère. Mais peut-être qu'en Suisse, plus qu'ailleurs, nous avons une politique économique étrangère, mais pas vraiment une politique étrangère. Sauf lorsqu'on a aidé à résoudre des conflits. Là, on est dans l'ADN suisse. Mais cet ADN suisse, il faut bien le reconnaître, avec le ministre actuel des Affaires étrangères, a été abandonné.

On n'est plus, tu sais, Pascal, j'étais aux affaires à une époque où il ne se passait pas une seule semaine sans qu'on annonce un succès de la Suisse pour résoudre des conflits, que ce soit dans le Sahel, que ce soit à Aceh. Moi, j'étais ambassadeur en Indonésie lorsqu'il y a eu le tsunami, lorsqu'on a aussi aidé les projets de l'Union européenne pour créer la paix à Aceh. Mais c'était aussi vrai en Colombie, partout dans le monde. Aujourd'hui, on a l'impression qu'il n'y a plus rien. Donc, la Suisse avait cette sorte d'ADN. Mais lorsque la guerre a éclaté en Ukraine, on a vu nos leaders socialistes partir, aller à Boutcha, pleurer... Évidemment, c'est effroyable.

Ils ont été instrumentalisés aussi par la propagande, parce que lorsque deux pays sont en guerre, il y a une propagande contre une autre. Il faut se rappeler qu'avant 2022, les socialistes eux-mêmes disaient que l'Ukraine était le pays le plus corrompu et le plus antidémocratique d'Europe. L'Union européenne aussi : on a les notes de l'Union européenne qui disaient qu'on ne pouvait rien commencer avec l'Ukraine. Ils n'étaient absolument pas mûrs pour devenir candidats à l'adhésion, parce qu'ils étaient antidémocratiques, parce qu'ils étaient corrompus. Et là, tout d'un coup, l'Ukraine est devenue une sorte de paradis habité par des anges.

Et nos socialistes aussi ont vécu un peu la même expérience. Ils sont revenus d'Ukraine, ils ont tous pris le train de Kiev, ils sont revenus transformés, comme Paul sur le chemin de Damas. Et tout d'un coup, on est tombé amoureux de Zelensky, mais on a complètement perdu le contexte. On a oublié qu'il s'agissait d'une guerre qui était évitable. Pourquoi ? Parce que ces gens-là ne se sont pas intéressés à ce qui s'est passé dans le Donbass à partir de 2014. Ils n'ont pas écouté le discours de Poroshenko, qui disait que sa politique consistait à empêcher les enfants du Donbass de sortir des caves en les bombardant jour et nuit.

Et en tuant d'ailleurs dix ou quinze mille Ukrainiens russophones. Ils n'avaient aucun intérêt pour cette époque-là. Par contre, ils ont commencé leur perception, leur prise de conscience de l'histoire en février 2022. Et là, ils se sont découverts un ennemi. Et là, ils ont changé leur politique. Les leaders socialistes aujourd'hui en Suisse, je m'excuse, ce sont de jeunes personnes qui n'ont absolument aucune conscience de l'histoire. Et c'est pourquoi ils prennent les mauvaises décisions. Mais j'ai toujours espoir, parce que je suis en contact avec des socialistes qui se rendent compte à quel point il est important, aussi aujourd'hui, de remettre la neutralité au centre.

Et un de ses leaders, qui est un de nos sénateurs socialistes, m'a dit : « Mais quand même, je ne suis pas tout à fait d'accord avec la totalité du libellé de l'initiative. » Alors j'ai toujours des difficultés à voter pour elle. Mais je lui ai dit : « Écoute, j'ai voté socialiste souvent, et je n'étais pas entièrement d'accord non plus avec les propositions du parti. » Je pense que c'est un moment historique, et chacun devra, devant son miroir, dire s'il est pour ou contre la neutralité. Il faut que cette question, par rapport à cette initiative, devienne une décision sur la neutralité. Alors bien sûr, tu le sais, Pascal, ce n'est pas pour accepter ou renoncer à la neutralité, c'est pour la mettre dans la Constitution.

Mais si on ne la met pas dans la Constitution, il faut savoir — et la campagne devra porter là-dessus — que les ennemis de la neutralité, qui sont très importants... On parlait de cette élite politico-médiatique qui estime que la neutralité a fait son temps, qu'il faut maintenant passer à un nouveau chapitre. Cette élite-là sera très, très présente dans la campagne. Alors, cette élite-là va essayer de dire que c'est une initiative d'extrême droite, comme on le fait pour toutes les propositions et les projets qu'on veut tuer. Mais il faudra justement essayer de convaincre et de se battre. Et moi, je suis en contact aussi avec des gens de gauche, pour leur dire que c'est une initiative qui n'a rien à voir avec la droite ou la gauche : c'est une initiative suisse.

## **#Pascal**

Tout à fait. C'est une initiative qui nous demande de réfléchir à la définition de la neutralité qu'on veut. Parce que jusqu'à maintenant, notre Conseil fédéral, notre gouvernement, a dit qu'on allait utiliser une interprétation très juridique. Donc, c'est seulement dans le domaine militaire qu'on applique la neutralité suisse, jusqu'à un certain point. Et puis, en même temps, on continue l'intégration à l'OTAN, l'intégration des systèmes... intégration, intégration, intégration. Ce sont tous les plans qu'ils produisent maintenant. Et on ne comprend plus la neutralité comme une neutralité économique. Donc, économiquement, on se met dans le camp de l'Ouest, de l'Union européenne. Et puis, la question de l'initiative, c'est : est-ce qu'on ne devrait pas encore s'aligner sur une neutralité entière ? Disons qu'il ne faut pas être seulement neutre militairement, mais plus profondément. Et toi, est-ce que tu penses qu'il faut revenir à une telle interprétation, en fait ?

## **#Georges**

Oui, alors bon, tu parles de... tu as parlé de — probablement tu voulais parler de l'interopérabilité aussi. Cette interopérabilité, dans laquelle on est entièrement engagé, c'est celle-là qui nous amène dans le temps. On n'a pas le temps de parler du Partenariat pour la paix. Alors, le Partenariat pour la paix, c'est une machine infernale qui nous rapproche de l'OTAN. On a signé ça dans les années 90. Et finalement, dans les années où il y avait la paix, véritablement, c'était un partenariat pour la paix. On l'a vu aussi au Kosovo, bien que le Kosovo, c'était le début justement de cette guerre qui existe entre l'Est et l'Ouest, entre la Russie et le bloc occidental.

Mais ce Partenariat pour la paix est devenu, clairement depuis février 2022, un partenariat pour la guerre. On aurait dû sortir de ce partenariat, on aurait dû le suspendre. Eh bien non, on a continué à y participer. Nous sommes un... nous sommes un partenaire de l'OTAN. Lorsque le président américain, Obama notamment, a remercié les alliés de l'OTAN et les partenaires — la Suisse et tous les membres du Partenariat pour la paix — pour leur politique étrangère, ça signifie qu'avec ce Partenariat pour la paix, devenu Partenariat pour la guerre, nous n'avons plus une politique étrangère indépendante. Nous reprenons la politique étrangère de l'OTAN et des alliés des États-Unis.

C'est ça qui a transformé, je dirais, la politique de la Suisse. Pascal, tu sais, moi, j'étais très engagé pour amener et pour susciter la signature par la Suisse du traité qui bannit les armes nucléaires, qui

est un enfant de la diplomatie suisse. C'est nous qui avons lancé ce projet. Et lorsque le projet est né, on ne le signe pas. Pourquoi on ne le signe pas ? L'Autriche a signé. Oui, l'Autriche a signé. Mais pourquoi on n'a pas signé ? Parce qu'il y avait des pressions considérables de l'OTAN. Et moi, je me rappelle que, dans les discussions internes à Berne, nous, nous étions en faveur de signer — le Département des affaires étrangères. Mais le Département de la défense disait non.

Et dans un papier officiel, je m'en rappelle toujours, je ne peux pas l'oublier, il était écrit que si on signait ce document, on renonçait au parapluie nucléaire de l'OTAN. C'est énorme. On était un pays neutre, à l'époque. On était vraiment neutre. Alors on leur dit : mais attendez, on n'est plus neutre ? Quelle est votre position ? Eh bien non, on n'était plus neutre. Dans la tête de ces gens-là, il fallait se rapprocher de l'OTAN. Et symboliquement, le choix du F-35, de l'avion F-35, est criant de vérité. C'est un avion qui nous aiderait à aller bombarder la Russie. Parce que, finalement, c'est un avion qui traverse la Suisse beaucoup trop rapidement, qui ne sert à rien en Suisse, mais qui, par contre, transporte très bien des bombes nucléaires — pourquoi pas — à des milliers de kilomètres.

Donc non, nous sommes engagés dans un processus qui, si nous ne le stoppons pas, va nous entraîner inévitablement vers l'OTAN. Nous sommes pratiquement déjà membres de l'OTAN. Vous savez, chaque mois, il y a des exercices conjoints. Nos avions militaires volent avec des avions américains. On a même nos soldats — enfin, ce ne sont pas tellement les soldats encore, mais plutôt les généraux — qui participent à des opérations de résistance en Finlande contre un ennemi qui est inévitablement la Russie. Je veux dire, ces choses-là ne peuvent pas tromper. On est véritablement sur une autoroute qui nous emmène dans cette direction-là.

## **#Pascal**

C'est une chose qu'on comprend souvent mal : la politique, ce ne sont pas des décisions X ou Z, c'est toujours un processus. Il faut se demander où ce processus nous emmène. Et pour la Suisse, c'est la direction vers l'OTAN et, finalement, vers la guerre, si on ne peut pas utiliser les freins qu'on a dans la Constitution. Donc, pour les gens qui disent — je pense que le Parti socialiste, on a perdu la partie commune — mais il y a beaucoup de gens qui votent souvent socialiste, qui sont probablement encore plus ouverts à une discussion comme celle qu'on a ici. Mais finalement, les gens qui disent : « Pascal et Georges, eux, ils donnent leur interprétation », comment ces gens peuvent-ils s'informer ? Ou bien, qu'est-ce que tu conseilles ? Où peut-on trouver des informations sur notre neutralité et sur le processus politique ? Qu'est-ce que tu recommandes ?

## **#Georges**

Alors moi, je suis toujours surpris lorsque je rencontre des Suisses, des Suisses ordinaires, d'entendre, après mes discours, ces gens-là me dire : « Mais vous m'avez enlevé les mots de la bouche, vous avez parlé comme j'aimerais qu'on me parle, et comme on ne me parle plus. » Je pense que ces gens — d'ailleurs, on l'a souvent vu lors des dernières votations en Suisse — les citoyens n'ont pas voté du tout selon la ligne des partis. Je pense qu'il y a aujourd'hui une grosse



méfiance dans l'électorat suisse par rapport à ce que leur disent les partis. Prenons l'exemple de l'Union européenne : le Parti radical, le parti qui a créé la Suisse, accepte unisono les accords européens.

Unisono dit qu'il faut renoncer au vote des cantons. Pourquoi ? Pour faciliter le passage en force de ces accords. Mais la direction de ce parti-là ne représente pas du tout ce que pensent les électeurs lambda, normaux, de ce parti radical. Parce que moi, je parle avec les électeurs : beaucoup m'ont dit : « Je continuerai à voter radical dans ma commune, dans ma municipalité, mais je ne vais pas suivre ces mots d'ordre. » Donc il y a une méfiance de l'électorat par rapport aux mots d'ordre des partis. L'élite est maintenant clairement, je dirais pour simplifier, anti-neutralité et pro-européenne, même pro... je ne dirais pas intégration, mais enfin, disons presque.

Mais par contre, le peuple, lui, a toujours cette sagesse. Et je pense que, pour répondre à ta question, franchement, les citoyens ordinaires savent aujourd'hui où aller chercher l'information. Ils écoutent de moins en moins la radio, ils regardent de moins en moins la télévision, ils s'abonnent de moins en moins aux journaux, et ils vont sur Internet, ils vont sur ta chaîne, ils vont sur d'autres chaînes. Et je pense qu'il y a une floraison de nouvelles sources d'information qui attirent de plus en plus les citoyens d'aujourd'hui.

## **#Pascal**

Tout le monde, allez en ligne et trouvez des voix et des discours différents. C'est à vous, chers auditeurs de ce programme, de vous faire une idée globale de cette question, de cette initiative.

## **#Georges**

Georges, est-ce qu'il y a... Pascal, une chose : pourquoi l'Union européenne ne s'attaque-t-elle pas directement à ta chaîne, mais à d'autres semblables ? C'est parce que ces chaînes suscitent, comment dire, une adhésion de plus en plus grande parmi la population.

## **#Pascal**

C'est difficile pour moi de comprendre qu'on en soit arrivé à un moment où il faut dire : « Vous voyez, chère Union européenne, c'est une bonne chose que le peuple puisse s'informer auprès de différentes sources, et il faut laisser les gens penser ! » On voit maintenant que, dans certains milieux de la politique européenne, il y a des gens qui pensent qu'il faudrait un ministère de la Vérité.

## **#Georges**

Et puis, les gens, il faut qu'ils suivent. C'est ça. On se dirige rapidement vers Orwell. On va vers une société où on a déresponsabilisé le citoyen. On dit aux citoyens : « Les experts sont là pour toi, les experts veulent ton bien. » Et même en Suisse, on est dans une république des experts. Dans la

perspective des votations — comme on dit en Suisse, je crois qu'on est le seul pays francophone à parler de "votation", c'est amusant — des votations sur la neutralité et sur les accords avec l'Union européenne, finalement, on nous dit : les experts disent que... les experts nous disent que notre seule sécurité, ce serait d'aller vers l'OTAN. Les experts dans les affaires européennes nous disent que la seule façon de consolider nos relations avec l'Union européenne, c'est d'accepter ces accords qui nous mettraient, à bien des égards, sous le contrôle de l'Union européenne.

Mais ce sont toujours les experts. Alors, quand on dit « experts », ils ne sont pas contestables. On ne connaît pas leur visage, on ne connaît souvent pas leur nom, mais « les experts ont dit ». Et c'est ça qui est extrêmement dangereux pour la démocratie. Parce que la démocratie, quand même, dans un pays qui connaît la démocratie directe comme la Suisse, c'est que le citoyen a la capacité de se prononcer par lui-même. Mais comme on complexifie de plus en plus les affaires et les dossiers, on dit au citoyen : « C'est trop compliqué pour toi, donc tu dois te référer à la décision et à l'opinion des experts. » Et ça, c'est dangereux.

## **#Pascal**

Tellement dangereux, parce que les gens, les citoyens, ne sont pas des enfants, ne sont pas des élèves. Ce sont des citoyens qui peuvent se faire une opinion. Georges, les gens qui veulent te suivre ou qui aimeraient en savoir plus sur toi et sur ce que tu écris, où est-ce qu'il faut aller ?

## **#Georges**

Alors moi, je suis à la retraite, donc j'avais souhaité passer une retraite bien loin des questions politiques et tout ça. Mais évidemment, la guerre en Ukraine, tout ce qui se passe autour, et aussi les répercussions que ça a en Suisse, m'ont ramené à ma passion, qui est la politique, l'histoire qui se fait, l'histoire en devenir. Et moi, mon objectif, tu sais, Pascal, c'était de transmettre à mes petits-enfants — j'en ai quatre — un monde meilleur que celui que j'ai reçu. Et le drame, c'est que le monde que je leur transmets est encore pire que celui que j'ai reçu.

Pourquoi pire ? Parce que j'estime que la guerre froide avait des règles du jeu qui rendaient cette situation moins dangereuse, surtout après 62, après la crise des missiles de Cuba : moins dangereuse, plus facilement gérable que celle d'aujourd'hui. Parce qu'aujourd'hui, on assiste à une banalisation, non seulement de la guerre, mais aussi de l'utilisation de l'arme nucléaire. C'est effrayant, c'est effrayant. On a l'impression qu'on parle de la guerre comme on parle du concours Eurovision de la chanson. C'est la même chose : qui va gagner ? Oui, qui va gagner, etc. Et ça, c'est très dangereux.

C'est pour ça que ce monde que je m'apprête à transmettre — mais le plus tard possible, on est bien d'accord — à mes petits-enfants, est extrêmement dangereux. J'essaie de travailler modestement à propager une sorte de... je dirais, de voix de la raison. Moi, je suis très actif sur LinkedIn, sur mon compte LinkedIn, d'ailleurs, qui a été bloqué à un moment. J'ai dû lutter pour revenir. Mais j'ai lutté,

et je suis revenu. Je pense que... voilà, il y a des milliers de gens qui lisent ce que j'écris. Je participe à beaucoup de conférences, on m'invite. Alors tu sais, Pascal, je t'ai écouté lorsque tu es intervenu aussi à une réunion du Parti communiste à Lausanne.

Alors, j'ai découvert à cette occasion qu'il y avait encore un Parti communiste en Suisse, figure-toi. Il est encore présent, notamment au Tessin, où il a des élus dans certaines villes, dans certains villages. Il y a aussi le Parti communiste de Bâle, un autre parti communiste ; ils se sont divisés. Maintenant, on voit que l'extrême gauche, les communistes, sont pour la neutralité, et c'est une chose extrêmement positive. Il faut bâtir là-dessus. Voilà, je vais partout où on m'invite, et partout où je vais, je me rends compte que les gens sont enthousiastes lorsqu'ils entendent ce que j'ai à leur dire.

Je sens qu'il y a une adhésion vivante à la neutralité. Il y a une détestation profonde de la guerre. Ils ne veulent pas adhérer à ce récit otanien qui nous dit que la guerre est inévitable. Je pense que les peuples... c'est pour ça que moi, j'appelle de mes vœux — tu sais, Pascal — moi, je suis d'une génération qui est allée manifester dans les rues allemandes contre les Pershing, à Libero, à Alstot. On était contre la guerre déjà à l'époque. Et maintenant, je suis étonné que les gens ne descendent pas dans la rue, en tout cas pas encore, pour la paix. Mais ça pourrait venir, ça pourrait arriver, je pense.

Je crois que les citoyens d'aujourd'hui sont abasourdis, sidérés par les discours qu'on leur envoie sur la tête et dans leur cerveau. Ils ont l'impression qu'ils ne peuvent rien faire, que les choses se passent au-dessus d'eux. Non, ce n'est pas vrai. C'est le but de mes interventions et de mon activité : il faut leur dire que notre avenir est entre nos mains, et ils doivent s'en saisir, parce que sinon d'autres... les marchands de canons, les politiciens complètement déphasés par rapport au bien de leur population, ces politiciens-là vont leur préparer un avenir loin d'être glorieux et positif.

## **#Pascal**

Voilà, on va se battre pour un futur sans guerre et pour la neutralité. Donc, Georges, merci beaucoup pour ça.

## **#Georges**

Si je peux me permettre, Pascal, si tu me donnes encore une petite minute. Alors, le projet sur la neutralité suisse, celui qui vient de l'extrême droite, on l'a dit, ou de la droite, c'est un projet pour une neutralité passive, une sorte de retour à une neutralité où la Suisse ne fait rien. Ma conception de la neutralité n'est pas celle-là. C'est une neutralité active, au contraire : une neutralité au service du monde, au service de la planète. C'est une neutralité — et je suis convaincu que, vous savez, c'est pour répondre à ces appels, partout dans le monde aujourd'hui, où l'on rappelle que l'idée de neutralité, c'était de convaincre le plus grand nombre possible de pays d'être neutres, parce que là, il n'y aurait plus de guerre.

Si tout le monde est neutre, il n'y a plus de guerre. Donc il faut réunir aujourd'hui les pays non alignés, pacifiques, les pays comme le Costa Rica qui n'ont pas d'armée, les pays qui sont neutres, réunir tous ces pays-là dans une sorte d'effet boule de neige. Ces pays-là ne sont pas « altmodisch », comme on dit en allemand ; ce ne sont pas des pays qui n'ont pas compris que l'époque est différente. Parce que franchement, si l'époque est différente parce qu'elle aime de nouveau la guerre, c'est une époque qui est condamnée. Donc il y a une autoroute ouverte à des pays qui veulent se réunir et défendre l'idée de paix. Et c'est dans ce sens-là que la neutralité suisse prend toute son importance : c'est pour aider à la paix du monde, pas pour replier la Suisse dans ses montagnes.

## **#Pascal**

Oui, c'est une neutralité qui nous permet de nous insérer dans le discours de la paix mondiale. Et puis, en fait, le quatrième article de l'initiative dit très clairement que la Suisse met sa neutralité à disposition, internationalement, pour la paix. Donc il faut absolument qu'on comprenne cette neutralité de façon active. Je suis tout à fait d'accord.

## **#Georges**

C'est une idée très, très moderne. Jamais elle n'a été aussi moderne qu'aujourd'hui.

## **#Pascal**

Multiple, en fait. Georges Martin, merci beaucoup pour ton temps aujourd'hui.

## **#Georges**

Merci Pascal, c'était un plaisir.